

Réunion d'échange du :	14-10-2011
Participants :	Cf ci-dessous
Rédaction du CR :	Thomas FORTIN – Cécile Ivanès, le 14-11-2011
Version :	1
Diffusion :	Participants

Rencontre de la communauté des géomaticiens des territoires finistériens

Compte rendu et suites à donner

• Liste des participants à la réunion :

Présents

EPCI et partenaires de la démarche :

ALANOU Jean	CC Haute-Cornouaille	LE GALL Gilda	COCOPAQ
BARGAIN Julie	ADEUPA Brest	LE GALLIC Erwan	SDEF
CARN Jean-Claude	Chambre d'agriculture	MASSIOT Dominique	SDIS 29
CHAUCHAIX Etienne	CC Pays Fouesnantais	MAZE Alexandre	PNRA
COLLAS Alain	COCOPAQ	NIGER Jean-François	CC Haute-Cornouaille
CORGNE Murielle	CC Pays de Chateaulin - Porzay	PENDARIES Sophie	COCOPAQ
FILY Nadine	CC Yeun Elez	PHUNG Fabrice	DREAL Bretagne
GAD Laurent	CC Concarneau Cornouaille	RAYMOND Anthony	CC Pays de Landivisiau
GERARD François	SDIS 29	THOMPSON Keith	CC POHER
GRELLET Yvan	CC Pays Glazik	VIGOUROUX François	BMO
JAOUEN Adèle	CCI Morlaix	VINSONNEAU Lydie	Région Bretagne
KEROUEDAN Camille	SIOCA		
LAGARDE Camille	PNRA		

Services du CG 29 :

IVANES Cécile	CG29
LE COUSTUMER Sébastien	CG29
MELLOUET Roger	Vice-président du CG29

SAFI :

FORTIN Thomas	SAFI
----------------------	------

Absents excusés

DANARD Patrick	CC Haut Pays Bigouden
GUYONVARCH Véronique	CC Baie du Kernic
JAOUEN Bruno	CC Pays de Landerneau Daoulas
LEGRAND Sébastien	Agence Quimper Cornouaille Développement
PORCHERON Eva	Mairie de Douarnenez
PRIGENT-LEMETAIS Armelle	CC Aulne Maritime

- Ouverture de la réunion par Roger Mellouet, vice-président du Conseil Général

Lors de son introduction, Roger Mellouet revient sur le rôle joué par le conseil Général dans l'accompagnement des territoires en matière de SIG.

Après un rappel du contexte (incitations à la numérisation du cadastre, accompagnement pour le développement des SIG, recherche d'homogénéisation dans les outils et les méthodes et plus récemment développement à l'interne), il souligne la nécessité de poursuivre dans cette voie afin, notamment, de faciliter la circulation et les échanges de données entre partenaires.

Il revient également sur la question des moyens, notamment financiers, à consacrer afin de poursuivre le développement de ces outils. Enfin, il souligne la nécessaire implication, au niveau local, des élus des territoires.

- Tour de table de présentation des participants

1- Restitution de l'enquête SIG 2010 :

Cf. Présentation « rencontreSIG_2011-10-14_V5.pdf »

La première partie de la matinée est consacrée à une restitution de l'enquête réalisée auprès des EPCI et de 20 partenaires de la démarche départementale.

Dans un premier temps, la SAFI dresse un bilan des actions menées depuis 2001 et rappelle une série de constats :

- Achèvement prochain de la numérisation du cadastre dans le Finistère
- Développement et structuration des projets SIG à des rythmes différents selon les territoires et partenaires
- Apparition de nouveaux acteurs, développement de réseaux à plusieurs échelles de territoires
- Evolutions techniques et réglementaires fortes et rapides

Ces constats ont amené le conseil Général à engager une réflexion afin de définir de nouvelles orientations à donner à la politique départementale.

Dans cette perspective, il a été décidé de réaliser une enquête auprès de tous les EPCI du territoire finistérien et d'une vingtaine de partenaires avec l'objectif suivant :

- Observer l'avancement des projets SIG et leurs modes de fonctionnement
- Recueillir les besoins des structures en matière de SIG et leurs attentes vis-à-vis de la démarche départementale.

Les résultats de cette enquête sont présentés dans le document joint à ce compte-rendu intitulé « **rencontre de la communauté des géomaticiens des territoires finistériens** ».

Ils sont organisés de la manière suivante :

- Mobilisation autour des SIG
- Capitalisation des démarches mutualisées
- La place du SIG dans l'organisation
- Les échanges et le partage de données

La matière collectée lors de la réalisation de l'enquête permet d'apporter des éléments destinés à enrichir la réflexion sur le devenir de la dynamique départementale en matière de SIG :

- **Continuer les démarches engagées**
 - Mise à jour et nouvelles acquisitions de référentiels
 - Articulation avec le niveau régional dans ces acquisitions
 - Poursuite de la dynamique autour des guides de numérisation
- **Structurer les échanges de données**
 - Fédérer les protocoles de création de données et les conventions d'échange
 - Coordonner la réalisation d'un catalogue départemental des données des partenaires
 - Favoriser les réseaux de partage : plateforme technique, qualité des réseaux
 - Maintenir les outils en place au CG (atlas, échanges métiers), mieux communiquer sur ces outils et favoriser la mise à disposition de données départementales
- **Sensibiliser et accompagner au développement de nouvelles pratiques**
 - Développer un rôle de veille technique
 - Informer sur les outils et diffuser les bonnes pratiques
 - Accompagner du point de vue méthodologique et opérationnel
- **Mettre en réseau les utilisateurs et les structures**
 - Coordonner un réseau de géomaticiens et valoriser les complémentarités pour réaliser des économies d'échelle
 - Organiser des rencontres et des démonstrations entre les structures pour fédérer les usages
 - Animer des échanges de sensibilisation des pratiques autour des SIG pour faciliter la compréhension des enjeux
 - Se positionner comme relais local de GéoBretagne

Parallèlement à ces pistes de travail, qui seront approfondies dans les mois à venir, il est proposé d'organiser en 2012 une journée technique pour les géomaticiens autour d'une thématique restant à définir.

Suite à cette présentation, un débat est engagé pour discuter et enrichir les pistes de travail proposées.

François Vigouroux (BMO) précise qu'au-delà des points présentés ci-dessus, il sera nécessaire de se pencher sur la question de l'ouverture des données géographiques (dynamiques de l' « open-data », modalités de libération des données, usages d'outils libres...).

Il précise également la nécessité de réfléchir collectivement à la mutualisation des moyens humains. Il s'agit de trouver des solutions pour permettre aux EPCI d'être à la fois autonomes dans la gestion de leur SIG mais également de pouvoir mutualiser les compétences entre territoires afin de réaliser des économies d'échelles dans la gestion et l'entretien des données.

Il pose également la question d'une coordination départementale plus forte qui, dans le cadre du passage au système de référence RGF 93, aurait pu permettre d'éviter une forte hétérogénéité dans le choix des projections.

Laurent Gad (4C) souligne quant à lui la nécessité de poursuivre l'accompagnement des collectivités, notamment autour de l'animation du protocole départemental de numérisation du cadastre.

Parmi les rôles que peut jouer le CG, il y a notamment celui de l'animation d'un réseau local et de relai, pour les petites collectivités, vers GéoBretagne.

Il rappelle également l'importance de faire vivre le patrimoine de données constitué par les collectivités. Ainsi, dans la suite du guide de numérisation des réseaux d'eau, il pourrait être judicieux de se doter de méthodes

communes pour la numérisation des plans de récolement. D'autres thématiques seraient peut-être à étudier par la suite.

Pour lui, le conseil Général a un vrai rôle à jouer dans l'animation de groupes de travail et dans la recherche d'homogénéisation des méthodes de numérisation.

Concernant l'ouverture des données, il y a pour lui un rôle important de sensibilisation sur la diffusion des données géographiques. Cette sensibilisation doit se faire au niveau des services, y compris pour le conseil Général afin d'améliorer l'accès et le partage des données produites au niveau départemental.

Enfin, dans un contexte d'ouverture progressive il conviendrait de refaire un point sur les conventions d'échanges de données prévues par le protocole départemental afin de lever les blocages rencontrés.

Lydie Vinsonneau (GéoBretagne) précise que compte tenu du développement de l'activité de GéoBretagne, tous les relais sont bons à prendre, notamment au niveau départemental pour assurer le lien avec les petites collectivités. Le fonctionnement actuel du pôle métier ortho-MNT sur le territoire du Finistère en constitue un bon exemple qu'il serait possible de développer sur d'autres thématiques.

2- GéoBretagne, la plateforme partenariale de l'information géographique en Bretagne :

Lydie Vinsonneau (Région Bretagne) - Fabrice Phung (DREAL Bretagne)

Cf. Présentation « Présentation GéoBretagne.pdf »

Après un premier échange avec la salle, la matinée se poursuit par une présentation de la plateforme GéoBretagne, projet développé à l'échelle régionale dans le cadre du contrat de plan Etat-région 2007 - 2013.

A l'aide du support joint à ce compte-rendu, Lydie Vinsonneau explique dans un premier temps le fonctionnement collaboratif de la plateforme et en précise les spécificités techniques (développement à partir de la solution libre GeOrchestra).

Elle précise également l'importance de relations entre les acteurs, à la fois au niveau du pilotage, mais également au niveau du rôle des partenaires, utilisateurs et fournisseurs des données disponibles.

Un point est ensuite fait sur la directive Inspire et sur les obligations réglementaires qui s'imposent aux collectivités. A cette occasion, il est rappelé qu'une infrastructure de données spatiales telle que GéoBretagne permet d'apporter des solutions techniques pour se conformer aux obligations imposées par la directive.

Lydie Vinsonneau et Fabrice Phung présentent ensuite le fonctionnement de l'« écosystème des données » au sein de GéoBretagne.

Le schéma utilisé à cette occasion permet de souligner les points suivants :

- L'intérêt d'une plateforme de flux interopérables répondant aux normes OGC/ISO, ce qui permet de garantir la qualité, la sécurité et la réglementation des usages liés aux flux de données
- L'intérêt d'une donnée diffusée à un niveau proche du producteur mais accessible au plus grand nombre (facilite l'accès à une donnée régulièrement mise à jour)
- L'aspect diffusion et valorisation à de multiples niveaux des données produites

Fabrice Phung insiste sur le caractère novateur de la diffusion des données dans le cadre d'une plateforme de ce type. Il ne s'agit plus en effet d'échanges de données de 1 à 1 mais de 1 à N, ce qui modifie grandement la relation entre partenaires et les modalités d'utilisations des données.

Aujourd'hui, près de 400 couches de données sont déjà mises à disposition à travers la plateforme et les statistiques d'utilisation montrent une appropriation grandissante de la part des partenaires (4000 à 5000 visites mensuelles).

De plus, l'organisation de la plateforme permet de multiples usages et incite à l'apport de valeur ajoutée :

- Co-visualisation des données produites par les partenaires grâce au visualisateur intégré
- Réutilisation des données via les flux
- Production de valeur ajoutée et puis remise à disposition des nouvelles données produites
- ...

Ces nouvelles pratiques témoignent d'une évolution rapide des métiers de la géomatique. L'ensemble de ces flux transitant par internet, cela montre également la nécessité, au niveau des collectivités, d'une bonne coopération entre les directions des services informatiques et les pôles géomatiques. Il s'agit en effet d'éviter les blocages techniques liés à la mise en œuvre de ces infrastructures.

3- La communauté de communes de Concarneau Cornouaille : présentation de la démarche SIG 2005-2011 :

Cf. Présentation « Presentation_SIG4C.pdf »

Laurent Gad présente dans un premier temps l'organisation des SIG au niveau de la 4C (cf. document joint à ce compte-rendu) :

- Rappels sur l'émergence du projet
- Organisation et mise en œuvre des deux premiers schémas directeurs (2005-2008 et 2009-2011)
- Activités et moyens du service

Au cours de la présentation, il souligne notamment la relation entre l'EPCI et les communes du territoire. A l'échelle de la 4C, le SIG n'est pas conçu comme un outil réservé aux services de la communauté de communes mais bien comme un outil au service du territoire. Par conséquent, les projets sont définis avec les communes et l'EPCI en fonction des besoins exprimés et financés conjointement par les différents partenaires (à hauteur variable selon le degré de mutualisation et la charge de fonctionnement engendrée).

A travers ces principes de fonctionnements, le champ d'action du service SIG est réaffirmé comme étant un service mutualisé et non pas limités aux seules compétences de la 4C.

Un autre aspect développé est le souhait de s'orienter davantage vers le citoyen en mettant à sa disposition une partie des données produites à travers un visualisateur web grand public.

Dans une seconde partie, Laurent Gad effectue une démonstration de ce visualisateur faisant appel à des flux hébergés par GéoBretagne (fond open street map pour l'habillage des cartes). Cette utilisation illustre les possibilités de co-visualisation développées dans la présentation de la plateforme GéoBretagne.

4- Présentation de Litto 3D :

Cf. Présentation « SIG_Quimper_Litto3D_20111013.pdf »

La dernière partie de la matinée est consacrée à une présentation du projet Litto 3D® par Sébastien Le Coustumer (CG29).

Une présentation générale est d'abord effectuée, ce qui permet de rappeler le contexte et les objectifs du projet, ainsi que les modalités d'acquisition et les spécifications techniques.

Il s'agit, à travers ce projet, de fournir un modèle altimétrique précis et continu terre-mer pour toutes les applications littorales.

Pour le Finistère, la maîtrise d'ouvrage de la partie bathymétrique est conduite par le CG 29 tandis que pour la partie terrestre, c'est l'IGN qui porte le projet.

Les modalités d'acquisitions des données seront les suivantes :

- Partie terrestre : Levés LIDAR topographiques
- Partie maritime : Levés LIDAR bathymétriques + sondeurs multi-faisceaux.

Concernant le volet topographique, les spécifications techniques sont les suivantes :

- précision verticale 20 cm
- résolution métrique
- filtré du sursol
- altitude 10 m et au moins 2 km à partir du trait de côte
- 1 900 km²

Pour la bathymétrie, les spécifications techniques sont les suivantes :

- précision verticale 40 cm
- planimétrie 280 cm
- Profondeur 10 à 20 m
- 1350 à 1550 km²
- taux de couverture de 80 % minimum

Le plan de financement des deux volets du projet (volet topographie, volet bathymétrie) est ensuite présenté.

Il se décompose de la manière suivante :

Plan de financement volet topographie :

Financeurs	Taux	Subvention
IGN	50 %	380 000 €
Feder	20 %	152 000 €
Etat	15 %	114 000 €
Conseil régional	7.5 %	57 000 €
Cg29	7.5 %	57 000 €
Total	100 %	760 000 €

Plan de financement volet bathymétrie :

Financeurs	Taux	Subvention
Etat	20 %	600 000 €
AAMP	10 %	300 000 €
Conseil régional	10 %	300 000 €
Feder	40 %	1 200 000 €
Cg29	20 %	600 000 €
Total	100 %	3 000 000 €

Le calendrier prévisionnel de l'opération est le suivant :

Topographie

- disponibilité des données : fin février 2012

Bathymétrie

- février 2012 : début des levés
- décembre 2012 : 100 % des données dispo. (non validées par le SHOM)
- janvier 2013 : échantillon de 150 km² validées par le SHOM
- septembre 2013 : ensemble du produit partie maritime fusionnée

Produit Litto3D[®]

- février 2014

Une des caractéristiques du projet concerne la propriété des données ainsi que les droits d'utilisation et de diffusion, variables selon les produits :

1. Produit partie maritime (environ 1 600 km² - dépendra des TC) / propriétés Cg (titulaire des droits de propriétés intellectuelles)
 - License libre
2. Produit partie maritime fusionné = Produit partie maritime + données PNMI + données Ifremer (zone Penmarch) / Cg29 + Agence + SHOM cotitulaire des droits de propriétés intellectuelles
 - CU en annexe 5 : diffusion public + privé mais pas de réutilisation commerciale
3. Produit Litto3D[®] : Produit partie maritime fusionnée + données SMF du SHOM + **données topo** / propriété SHOM+ IGN / concession aux utilisateurs de la sphère publique
 - Diffusion sphère publique uniquement